

Bruxelles, le 7.2.2023
C(2023) 809 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 7.2.2023

**relative au financement de la mesure individuelle concernant le programme de travail pluriannuel contribuant à un fonds fiduciaire ACP en faveur des opérations du secteur privé dans les pays ACP,
à la mesure individuelle concernant le programme de travail pluriannuel en faveur des opérations dans les pays ACP au titre de la garantie pour l'action extérieure et à l'approbation de la conclusion de l'accord de garantie pour l'action extérieure connexe**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 7.2.2023

relative au financement de la mesure individuelle concernant le programme de travail pluriannuel contribuant à un fonds fiduciaire ACP en faveur des opérations du secteur privé dans les pays ACP,
à la mesure individuelle concernant le programme de travail pluriannuel en faveur des opérations dans les pays ACP au titre de la garantie pour l'action extérieure et à l'approbation de la conclusion de l'accord de garantie pour l'action extérieure connexe

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment ses articles 110 et 219, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphe 3, ainsi que son article 35,

vu la décision (UE) 2020/2233 du Conseil du 23 décembre 2020 concernant l'engagement des fonds provenant des remboursements au titre de la facilité d'investissement ACP sur des opérations effectuées dans le cadre des 9^e, 10^e et 11^e Fonds européens de développement³,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) 2021/947 a établi l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, y compris le Fonds européen pour le développement durable plus (FEDD+). Le FEDD+ soutient les opérations de financement et d'investissement dans les pays partenaires d'Afrique, du voisinage européen, d'Asie et du Pacifique, des Amériques et des Caraïbes. Au titre du FEDD+, la Banque européenne d'investissement (BEI) est chargée de la mise en place d'une fenêtre d'investissement spécifique offrant une couverture globale des risques pour les opérations effectuées avec des contreparties souveraines et des contreparties sous-souveraines non commerciales. Des fenêtres d'investissement spécifiques supplémentaires seront mises en place pour la BEI, le cas échéant, afin de fournir une couverture globale des risques concernant les opérations effectuées avec des contreparties sous-souveraines commerciales et de fournir une couverture du risque

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ JO L 437 du 28.12.2020, p. 188.

politique concernant les opérations du secteur privé. La Commission jouit d'une pleine visibilité en ce qui concerne la création de réserves et garantira la complémentarité de l'ensemble des opérations de la BEI dans toutes les fenêtres d'investissement.

- (2) Conformément à l'article 2 de la décision (UE) 2020/2233 du Conseil, les fonds provenant des remboursements au titre de la facilité d'investissement ACP sur des opérations effectuées dans le cadre des 9^e, 10^e et 11^e Fonds européens de développement constituent des recettes affectées externes conformément à l'article 21 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 sous la forme de recettes affectées externes destinées à fournir un financement par l'intermédiaire de la BEI au moyen de garanties budgétaires et d'opérations de mixage au titre du FEDD+, d'une garantie pour l'action extérieure et d'instruments financiers ou de toute autre forme d'aide non remboursable conformément aux principes, aux objectifs et à la gouvernance du FEDD+.
- (3) Aux fins de la mise en œuvre du fonds fiduciaire ACP⁴, qui doit être créé en tant qu'instrument financier en faveur des opérations du secteur privé dans les pays ACP, il y a lieu d'adopter une décision de financement pluriannuelle, qui constitue le programme de travail pluriannuel pour 2022-2027. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (4) Aux fins de la mise en œuvre, dans les pays ACP, des opérations confiées à la BEI au titre de la garantie pour l'action extérieure, il y a lieu d'adopter la présente mesure individuelle, qui constitue le programme de travail pluriannuel pour 2022-2027. Cette mesure relative à la garantie pour l'action extérieure ne constitue pas une décision de financement au sens de l'article 110 du règlement financier, mais doit être considérée en complémentarité avec la décision de financement en référence⁵ et celles qui lui succéderont.
- (5) Conformément à l'article 35, paragraphe 8, du règlement (UE) 2021/947, la Commission a adopté la décision C(2022) 3529⁶ établissant les fenêtres d'investissement pour le Fonds européen pour le développement durable Plus, y compris une fenêtre spécifique de la BEI pour les financements du secteur privé dans la région ACP au titre d'une seule garantie soutenue par le fonds commun de provisionnement, qui doit inclure les remboursements au titre de la Facilité d'investissement ACP.
- (6) Conformément au règlement (UE) 2021/947, les opérations au titre des deux mesures contribueront à la réalisation des objectifs de l'Union consistant à soutenir le développement durable des pays partenaires, en particulier dans les domaines prioritaires recensés à l'annexe V du règlement (UE) 2021/947. Elles visent à soutenir et à financer les orientations stratégiques générales relatives au FEDD+, notamment les priorités issues de la stratégie «Global Gateway»⁷, y compris l'action pour le climat et les efforts visant à stimuler l'emploi et la croissance inclusive, en tenant également

⁴ Pour lever toute ambiguïté, le fonds fiduciaire ACP n'est pas un fonds fiduciaire de l'UE au sens de l'article 234 du règlement financier, mais une action (instrument financier) dont la mise en œuvre est confiée à la BEI. Il relève du titre X du règlement et suit les règles et principes établis dans son article 209.

5 Décision C (2021) 9924 du 22 décembre 2021 relative au financement de la contribution de l'Union au provisionnement du Fonds européen pour le développement durable Plus pour la période 2021-2027.

6 Décision C(2022) 3529 du 7 juin 2022 établissant les fenêtres d'investissement pour le Fonds européen pour le développement durable Plus.

7 Global Gateway (europa.eu).

compte des défis auxquels sont confrontés les pays les moins avancés et les États fragiles.

- (7) Le 1^{er} décembre 2021, la Commission européenne et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont adopté une communication conjointe sur le lancement de la stratégie «Global Gateway», qui vise à développer des liens intelligents, propres et sûrs dans les domaines du numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier. Le FEDD+, y compris le fonds fiduciaire ACP et la fenêtre 4, vise à jouer un rôle central de soutien aux investissements dans les infrastructures, y compris dans la mobilisation du secteur privé.
- (8) Les accords qui doivent être conclus avec la BEI tiendront compte des documents de programmation pertinents, prenant en considération les réalités et les besoins spécifiques ainsi que les priorités de programmation de chaque pays partenaire. Les informations contenues dans les documents de programmation feront également partie de l'évaluation de chacune des opérations de financement et d'investissement proposées par la BEI. Les opérations ne seront éligibles que si elles sont conformes aux priorités de programmation recensées dans les documents de programmation pertinents.
- (9) Il est donc justifié d'adopter ces mesures pour permettre la mise en œuvre effective des opérations du FEDD+ au moyen d'un instrument financier autonome (le fonds fiduciaire ACP) et d'une garantie pour l'action extérieure.
- (10) Les mesures prévues par la présente décision contribuent à l'intégration des questions climatiques, conformément au pacte vert pour l'Europe et à l'accord interinstitutionnel.
- (11) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE.
- (12) Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions des autres donateurs effectuées conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de l'accord correspondant, y compris les fonds au titre de la décision (UE) 2020/2233 du Conseil. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu de procéder à une estimation raisonnable de la conversion.
- (13) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, les mesures seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (14) Le fonds fiduciaire ACP entreprendra des opérations à haut risque et à fort impact, en particulier dans les pays les moins avancés et dans des contextes fragiles. Il est envisagé qu'une partie de l'assistance technique nécessaire soit fournie par le personnel de la BEI. Cette assistance technique vise à constituer une réserve d'opérations et à en assurer le suivi. Compte tenu de la complexité des opérations envisagées, il convient de recourir à l'expertise et à l'expérience de la BEI pour concevoir et mettre en œuvre les instruments financiers prévus et pour mobiliser les bureaux de représentation de la BEI dans les pays sélectionnés.
- (15) Conformément à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, la mise en œuvre des opérations du secteur privé ACP couvertes par la garantie pour l'action extérieure est subordonnée à la conclusion, par la Commission, d'un accord de garantie pour l'action extérieure avec la BEI.

- (16) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier. Elle doit sélectionner les contreparties éligibles conformément à l'article 154 dudit règlement. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁸ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (17) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (18) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du fonds fiduciaire ACP, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (19) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale institué au titre de l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier
Les mesures

Les mesures individuelles, y compris la décision relative au programme de travail pluriannuel pour:

- les opérations du secteur privé au titre d'un fonds fiduciaire ACP (et aussi d'une décision de financement), telles qu'elles figurent à l'annexe I;
- les opérations du secteur privé ACP couvertes par la garantie pour l'action extérieure confiées à la BEI et conformément à l'article 3 de la présente décision, telles qu'elles figurent à l'annexe II, sont adoptées.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du fonds fiduciaire ACP pour 2022-2027 est fixé à 500 000 000 EUR⁹, à financer par les fonds provenant des remboursements conformément à la décision (UE) 2020/2233 du Conseil du 23 décembre 2020 inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union, telle qu'il figure à l'annexe I:

Ligne budgétaire 14 02 01 60 Fonds européen de développement — Remboursements au titre de la facilité d'investissement ACP: 125 500 000 EUR pour 2022, et 374 500 000 EUR¹⁰ pour les années 2023 à 2027.

⁸ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

⁹ Aux prix de 2018.

¹⁰ Aux prix de 2018.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits qui sont prévus dans le budget général de l'Union pour 2022-2027 après l'encaissement des recettes affectées externes.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée à la Banque européenne d'investissement.

Article 4

Clause de flexibilité

Pour ce qui est de la mesure relative au fonds fiduciaire ACP, les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs de l'action. L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5

Adoption de l'instrument de garantie

L'instrument de garantie pour l'investissement au titre de la garantie pour l'action extérieure décrit en annexe II est approuvé.

Article 6

Délégation à l'ordonnateur compétent

L'ordonnateur compétent est autorisé à conclure, conformément à l'article 38, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947 et à l'annexe II de la présente décision, l'accord relatif à la garantie pour l'action extérieure conclu avec la Banque européenne d'investissement.

Fait à Bruxelles, le 7.2.2023

Par la Commission

Jutta URPILAINEN

Membre de la Commission